

# À la Garde, les communistes lancent un appel citoyen

## MUNICIPALES

À quelques mois seulement du scrutin, les communistes gardéens multiplient les rencontres avec la population et les autres forces de gauche. Le secrétaire de section, Yves Pellegrino, fait un point sur la situation et la co-élaboration d'une liste et d'un programme associant les habitants.

On ne peut intervenir dans cette élection municipale sans prendre en compte la situation nationale et cette période estivale n'a pas marqué l'arrêt des mesures gouvernementales, bien au contraire. Et ce, dans tous les domaines. La ville n'est pas un îlot isolé», commence Yves Pellegrino, le secrétaire de section du PCF de La Garde. «De nombreuses luttes dans différentes corporations, sans parler du mouvement des Gilets jaunes, vont continuer de porter l'exigence de vivre digne-ment...»

Concernant les rencontres et discussions en cours avec les autres formations politiques, le PCF gardéen veut jouer la plus grande clarté et dévoile donc les avancées, lorsqu'il y en a. De toute façon, tient à préciser d'emblée les militants, ce



Yves Pellegrino, le secrétaire PCF de La Garde, devant le local de section. PHOTO TT.

ne sont pas des accords au sommet qui sont recherchés mais plutôt d'affirmer les valeurs en restant ouvert, jusqu'à un certain point. La même démarche est d'ailleurs entreprise en direction des citoyens au travers d'ateliers, et «des associations qui vont toutes être auditionnées».

Au niveau de l'agenda, les communistes gardéens annoncent la rencontre avec LFI le 10 septembre. Des contacts ont également été pris au niveau départemental avec EELV. «Mais nous sommes confrontés au fait qu'ils n'ont pas d'adhérents sur La Garde», précise Yves Pellegrino.

Avec les socialistes, le problème est de toute évidence d'une tout autre ampleur. «Nous les avons rencontrés sans obtenir de réponses sur les sujets dont nous sommes porteurs, en particulier la santé, l'écologie, le transport, le logement», poursuit-il.

### Des macronistes sur une liste PS ?

Le deuxième point porte autant sur la manière : «La délégation nous a en revanche annoncé qu'il n'y aurait pas de candidature En Marche sur La Garde et qu'il y aura donc sur la liste [PS] des personnes se revendiquant de la majorité présidentielle. Une liste qu'ils

ne disent pas apolitique mais dans laquelle tout sigle est proscrit. Et pour couronner le tout, ils ont déjà désigné une tête de liste qui est Michel Durbano.»

Une façon de faire mine de tendre la main en cumulant les raisons pour empêcher l'autre de la saisir. En tout cas pour le PCF, les choses sont claires : «Nous, on a jugé que cette situation n'avait rien d'un rassemblement à gauche ! Nous avons donc pris la décision de faire bouger le rapport de force en lançant un appel citoyen de personnalités pour que les Gardéennes et Gardéens puissent prendre en main la destinée de leur ville.»

Thierry Turpin

## AMIANTE

45 officiers de la Marine en retraite exposés à la fibre cancérogène vont être indemnisés

Une décision de justice qui ouvre peut être la voie pour les militaires de la marine toulonnaise... Le 23 mai, des retraités de la Marine nationale étaient devant le tribunal administratif de Rennes pour un recours contre le ministère des Armées au sujet de leur exposition à des fibres d'amiante. Ils estimaient «ne pas avoir bénéficié de mesures de protection individuelles ou collectives efficaces» lorsqu'ils ont embarqué à Brest, sur des bâtiments de la Marine entre 1950 et 2000.

L'État, qui a renoncé à faire appel de la décision de justice, datée du 21 juin, favorable aux militaires au titre du préjudice d'anxiété, doit leur verser entre 3 000 et 10 000 euros en fonction de leurs périodes d'exposition à la fibre tueuse.

Une indemnité qui prend en compte l'angoisse concernant le risque bien réel de développer des pathologies dues à l'amiante. Pathologies qui apparaissent parfois 40 ans après. La plus grave étant le mésothéliome, le cancer de l'amiante qui s'attaque aux poumons. «À cela s'ajoutent des troubles de l'existence (...). Ils ont les fibres d'amiante dans le corps. On ne peut pas les enlever», avait précisé à juste titre leur avocat à la sortie de l'audience.

## ANNONCES OFFICIELLES

HABILITE A PUBLIER PAR ARRETE PREFECTORAL

### MARSEILLE

Marchés publics :  
Tél. 04 91 57 75 53  
executions@lamarseillaise.fr

Vie des sociétés :  
Tél. 04 91 57 75 34  
ipp@lamarseillaise.fr

### MARTIGUES

Tél. 04 42 41 30 61  
martiguespub@lamarseillaise.fr

## VIE DES SOCIÉTÉS

### AVIS DE FIN DE LOCATION GERANCE DE TAXI

Suite à la location gérance d'une licence de **Taxi n°103** sur la commune de Marseille consentie en date du 14/02/2017, entre Monsieur HAMMACHE Boualem demeurant au 608 Chemin du Littoral, 13016 Marseille, et Monsieur BRAHIMI Abdelmoumene demeurant 1 Rue Léon Paulet, 13008 Marseille, a pris fin d'un commun accord, le 26/08/2019, selon les termes de l'article 95-935 avec une fin d'activité constatée par l'administration municipale à la date du déséquipement du véhicule taxi par un installateur agréé en date du 26/08/2019. 201902629

## ERRATUM

Suite à l'annonce parue dans nos colonnes le 23/11/2018 concernant l'avis de constitution de la **SARL HACHEMI**, il fallait lire :  
- **Siège social** : 23 traverse mère de dieu, résidence vue sur la ville bât C, 13014 Marseille et non 11 Rue Borde Bât B 13008 Marseille,  
- **Gérance** : Mr Hachemi Sayed demeurant 23 traverse mère de dieu, résidence vue sur la ville bât C, 13014 Marseille et non Monsieur HACHEMI Sayed demeurant 135 Chemin de la Commanderie 13015 Marseille, 201902632

Les petites annonces sont dans

**La Marseillaise**



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DES BOUCHES-DU-RHONE  
DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ, DE LA LÉGALITÉ  
ET DE L'ENVIRONNEMENT  
BUREAU DE L'UTILITE PUBLIQUE,  
DE LA CONCERTATION ET DE L'ENVIRONNEMENT  
Mission Enquêtes publiques et Environnement  
**AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE**

En exécution de l'arrêté du Préfet de la Région Provence, Alpes, Côte d'Azur, Préfet des Bouches-du-Rhône, du 12 août 2019, il sera procédé à une enquête publique, d'une durée de trente-deux jours consécutifs, sur l'élaboration du projet de Plan de Prévention des Risques d'Inondation par débordements de l'Huveaune et de ses principaux affluents, sur la commune de La Destrousse.

L'enquête publique, destinée à assurer l'information et la participation du public se déroulera du vendredi 13 septembre 2019 au lundi 14 octobre 2019 inclus en mairie de La Destrousse (Hôtel de Ville, Place de la Mairie, 13112 La Destrousse), siège de l'enquête.

Pendant toute la durée de l'enquête, toute personne pourra :

- prendre connaissance du dossier, au siège de l'enquête, aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux (les lundi, mercredi et jeudi de 8h30 à 11h30 et de 15h00 à 18h00, le mardi de 15h00 à 18h00 et le vendredi de 8h30 à 11h30 et de 15h00 à 17h30).

- consulter le dossier sur un poste informatique mis à la disposition du public à la Préfecture des Bouches-du-Rhône, Direction de la Citoyenneté, de la Légalité et de l'Environnement, Bureau de l'Utilité Publique de la Concertation et de l'Environnement, place Félix Baret, 13006 MARSEILLE (du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 16h30 - Bureau n°421 - Contact préalable au 04 84 35 42 47 ou 42 38).

- consulter le dossier sur le site internet de la Préfecture des Bouches-du-Rhône :

<https://www.bouches-du-rhone.gouv.fr/Publications/Publications-environnementales/Enquetes-publiques-hors-ICPE/Destrousse-La>

Le public pourra consigner ses observations et propositions du 13 septembre au 14 octobre 2019 inclus de la manière suivante :

- sur le registre d'enquête publique établi sur feuillets non mobiles coté et paraphé par le commissaire enquêteur, disponible en mairie de La Destrousse, à l'adresse précitée, aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux.

- sur le registre dématérialisé sécurisé ouvert de manière complémentaire depuis le site internet suivant :

<https://www.registredemat.fr/ppri-huveaune-la-destrousse> ou accessible à partir du lien disponible sur le site internet précité de la préfecture des Bouches-du-Rhône

- par courriel à l'adresse suivante :

[ppri-huveaune-la-destrousse@registredemat.fr](mailto:ppri-huveaune-la-destrousse@registredemat.fr)

- par courrier au commissaire enquêteur, au siège de l'enquête.

L'ensemble de ces observations sera accessible sur le registre dématérialisé dans les meilleurs délais et pendant toute la durée de l'enquête.

Madame Nicole BOUILLOT, Cadre AFPA, retraitée, désignée en qualité de commissaire enquêteur, se tiendra à la disposition du public, et recevra ses observations orales et écrites, au siège de l'enquête, aux jours et heures suivants :

- **Vendredi 13 septembre 2019 de 8h30 à 11h30**

- **Jeudi 26 septembre 2019 de 8h30 à 11h30**

- **Mercredi 02 octobre 2019 de 15h00 à 18h00**

- **Mardi 08 octobre 2019 de 15h00 à 18h00**

- **Lundi 14 octobre 2019 de 15h00 à 18h00**

Après la clôture de l'enquête, copie du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur sera tenue à la disposition du public pendant un an à la mairie de La Destrousse et à la Préfecture des Bouches-du-Rhône, et rendue publique par voie dématérialisée pendant un an sur le site internet de la Préfecture des Bouches-du-Rhône.

Au terme de la procédure, le projet de plan de prévention des risques d'inondation, éventuellement modifié, est approuvé par arrêté préfectoral (Art R562-9 du code de l'environnement). Le plan approuvé vaut servitude d'utilité publique. Il est annexé au plan local d'urbanisme, conformément à l'article L151-43 du code de l'urbanisme.

La personne responsable du projet de plan est le Directeur départemental des Territoires et de la Mer- 16, rue Antoine Zattara - 13332 Marseille Cedex 3 - Contact : Service Urbanisme /Pôle Risques Tel: 04 91 28 41 14 (ou 42 41).

Fait à Marseille, le 19 août 2019  
L'Adjointe au Chef de Bureau de l'Utilité Publique,  
de la Concertation et de l'Environnement  
Bernadette SOL